

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mars 2014;
 Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2014;
 Sur proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances;
 Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'association sans but lucratif « Centre d'Action Laïque », dont le siège est situé Campus de la Plaine ULB, cp 236, avenue Arnaud FRAITEUR, à 1050 BRUXELLES, est reconnue en tant qu'association philosophique ou religieuse représentative à laquelle peuvent être confiées des émissions de radio et de télévision à la RTBF.

Art. 2. La Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.
 Bruxelles, le 27 mars 2014.

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
 Mme F. LAANAN

—————
 VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29223]

27 MAART 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot erkenning van een representatieve vereniging waaraan radio- en televisie-uitzendingen op RTBF kunnen worden toegewezen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)", inzonderheid op artikel 7, §§ 3 en 4;

Gelet op het besluit van de Regering van 21 december 2012 tot goedkeuring van de vierde beheersovereenkomst van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" voor de jaren 2013 tot en met 2017, inzonderheid op artikel 41 van die beheersovereenkomst;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 2000 betreffende de erkenning van de representatieve verenigingen waaraan radio- of televisie-uitzendingen op de "RTBF" mogen worden toegewezen;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de RTBF, gegeven op 21 maart 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 maart 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 maart 2014;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De vereniging zonder winstoogmerk "Centre d'Action Laïque", waarvan de zetel Campus de la Plaine ULB, pc 236, Arnaud FRAITEURlaan te 1050 BRUSSEL gelegen is, wordt erkend als representatieve filosofische of religieuze vereniging waaraan radio- en televisie-uitzendingen op RTBF kunnen worden toegewezen.

Art. 2. De Minister bevoegd voor de audiovisuele sector wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 maart 2014.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
 Mevr. F. LAANAN

—————
 MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29224]

3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu les articles 6, 2°, 23, § 4, 24, § 2, 25, 27, § 2, 28, alinéa 2, 30, alinéa 2, 33, § 4, 34, § 5, 41 et 48, alinéa 2, du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 janvier 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2014;

Vu l'avis de la Commission consultative de la créativité et des pratiques artistiques en amateur, donné le 9 décembre 2013;

Vu l'avis n° 55.206/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 mars 2014 en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité;

2° le Ministre : le Ministre ayant la Culture dans ses attributions;

3° l'Administration : la Direction générale de la Culture;

4° le Service : le Service de la créativité et des pratiques artistiques;

5° l'Inspection : le Service général de l'Inspection de la Culture;

6° la Commission : la Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques en amateur créée par l'article 45 du décret.

CHAPITRE 2. — De la constitution du dossier de reconnaissance et procédure de reconnaissance

Section 1^{re}. — De la constitution du dossier de reconnaissance

Art. 2. L'association qui sollicite une reconnaissance introduit auprès du Service un dossier établi conformément aux articles 6 et 23 du décret et composé des éléments suivants :

1° le formulaire de demande de reconnaissance dûment complété établi selon le modèle arrêté par le Ministre, comprenant au moins les éléments suivants :

- a) la dénomination de l'association;
- b) le nom de la personne de contact;
- c) l'adresse du siège social et des lieux principaux d'activités;
- d) le numéro de téléphone;
- e) l'adresse électronique;
- f) le cas échéant, l'adresse du site internet;
- g) le numéro de compte bancaire ouvert à son nom auprès d'un organisme financier avec un relevé d'identité bancaire;
- h) la démonstration de la manière dont l'objet social de l'association répond au prescrit de l'article 5 du décret;
- i) la description de la manière dont l'association garantit l'accessibilité financière aux participants et/ou aux associations membres;
- j) un engagement à concevoir des activités conformes à l'article 6, 7°, du décret;
- k) un engagement à maintenir la qualité et la quantité des activités qui justifient leur reconnaissance pendant cinq ans;
- l) la catégorie dans laquelle la reconnaissance est postulée;
- m) le cas échéant :

- si l'association souhaite être reconnue comme centre d'expression et de créativité, la demande éventuelle du bénéfice d'une subvention à l'emploi telle que prévue à l'article 30, 3°, du décret et/ou d'une subvention forfaitaire spécifique pour le développement d'un objectif complémentaire visée aux articles 14 et 30, 4°, du décret;

- si l'association souhaite être reconnue comme fédération représentative de centres d'expression et de créativité, la demande éventuelle du bénéfice d'une subvention à l'emploi telle que prévue à l'article 31, 3°, du décret;

- si l'association souhaite être reconnue comme fédération de pratiques artistiques en amateur, la demande éventuelle du bénéfice d'une subvention à l'emploi telle que prévue à l'article 32, 3°, du décret;

2° un rapport d'activités de l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance ainsi qu'une programmation des activités de l'année durant laquelle la demande est introduite, selon le modèle arrêté par le Ministre;

3° en fonction du type de reconnaissance postulée, une note d'intention ou un plan d'action exposant son projet tels que visés par les articles 7 § 2, 1° et 2°, 17, § 2, 21, § 2, et 22, § 2, du décret, selon le modèle arrêté par le Ministre;

4° les documents formels suivants :

a) le compte de résultats et le bilan financier de l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance, ainsi qu'un budget prévisionnel de l'exercice en cours;

b) les copies des polices d'assurances relatives aux risques d'incendie, d'accident et en responsabilité civile;

5° les documents d'information sur les activités de l'association destinés au public ou aux associations membres au cours de l'année précédant celle de l'introduction de la demande;

6° pour l'association qui poursuit plusieurs objets sociaux au sens de l'article 6, 2°, du décret une déclaration remplie selon le modèle arrêté par le Ministre, après avis de la Commission.

Section 2. — De la procédure de reconnaissance

Art. 3. § 1^{er}. Toute demande de reconnaissance est introduite au Service, au plus tard le 28 février de chaque année, la date de réception faisant foi.

Le non-respect du délai prévu entraîne l'irrecevabilité du dossier dans le cadre de l'exercice en cours.

§ 2. Le Service accuse réception du dossier dans les sept jours à dater de sa réception.

§ 3. Pendant la durée de la procédure de reconnaissance, l'association informe le Service de tout changement relatif aux informations visées à l'article 2.

Art. 4. § 1^{er}. Au plus tard le 31 mars, le Service se prononce sur la recevabilité du dossier par courrier postal ordinaire.

§ 2. Le dossier est déclaré recevable s'il comporte les éléments prévus à l'article 2.

Si des éléments font défaut, le Service adresse une demande de complément d'informations à l'association. Celle-ci dispose d'un délai de vingt jours à dater de l'envoi du courrier par le Service pour fournir les éléments sollicités, la date de la poste faisant foi.

Le cas échéant, le Service statue définitivement sur la recevabilité du dossier au plus tard le 30 avril. Si le dossier ne comporte toujours pas l'ensemble des éléments prévus à l'article 2, il est considéré comme irrecevable. Le Service en informe l'association en motivant sa position.

Le dossier peut être déclaré recevable sous réserve de la réception, au plus tard le 30 mai, des documents visés à l'article 2, 4^o, c). Dans ce cas, au moment de l'introduction du dossier, elle communique les derniers documents comptables approuvés par son assemblée générale.

Art. 5. § 1^{er}. S'il est déclaré recevable, le dossier est transmis à la Commission, accompagné d'un avis motivé du Service remis conformément à l'article 24, § 1^{er}, du décret, pour le 15 juin au plus tard.

L'avis du Service intègre un rapport de l'Inspection sur l'opportunité de la demande de reconnaissance, se prononçant sur la pertinence de la note d'intention ou du plan d'action par référence notamment au contexte territorial. Le rapport de l'Inspection est transmis au Service pour le 31 mai au plus tard.

En l'absence d'avis dans le délai prévu, le dossier est transmis tel quel à la Commission pour le 15 juin au plus tard.

§ 2. Au plus tard le 15 novembre, la Commission remet son avis motivé conformément à l'article 24, § 1^{er}, du décret.

En l'absence d'avis dans le délai prévu, le dossier est transmis tel quel au Ministre.

§ 3. L'Administration transmet au Ministre une proposition de décision accompagnée de l'avis du Service et de l'avis de la Commission au plus tard le 24 novembre.

§ 4. L'Administration et la Commission peuvent proposer la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle demandée si l'association ne respecte pas les conditions de reconnaissance se rapportant à la catégorie postulée par l'association, et proposer de ne pas accorder le forfait complémentaire de fonctionnement pour un objectif spécifique visé à l'article 30, 4^o, du décret si l'association ne respecte les critères prévus par son article 14.

Art. 6. Sur base des avis et de la proposition visés à l'article 5, le Ministre prend une décision au plus tard le 24 décembre.

Art. 7. § 1^{er}. Le Service notifie la décision à l'association par courrier recommandé dans un délai de vingt jours à compter de la décision du Ministre et précise les formes et délais du recours. Les avis du Service et de la Commission sont joints à cette notification.

§ 2. Tel que prévu à l'article 25 du décret, dans le cas de figure où le Ministre décide d'accorder la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle sollicitée par l'association, celle-ci peut renoncer au bénéfice de la reconnaissance octroyée ou d'introduire un recours tel que défini dans l'article 13, § 1, 3^o. Cette renonciation doit être communiquée par courrier recommandé au Service dans un délai de trente jours à dater de la notification.

CHAPITRE 3. — De l'évaluation et du renouvellement de la reconnaissance

Art. 8. § 1^{er}. Conformément à l'article 27 du décret, l'association remet au Service, au plus tard le 30 novembre de la quatrième année de sa reconnaissance quinquennale, un dossier d'évaluation qui comprend :

1^o un rapport d'évaluation, portant sur le respect des conditions de reconnaissance, l'exécution du plan d'action ou de la note d'intention, ainsi que la pertinence et la qualité des actions menées, présenté selon le modèle arrêté par le Ministre;

2^o le rapport annuel d'activités portant sur l'année civile précédente, présenté selon le modèle arrêté par le Ministre,

§ 2. Si l'association postule au renouvellement de la reconnaissance, au plus tard le 31 mars de la cinquième année de reconnaissance, elle complète le dossier d'évaluation visé au § 1^{er}, par un dossier de renouvellement qui comprend :

1^o une demande précisant si le renouvellement est sollicité dans la catégorie de reconnaissance initiale ou dans une catégorie différente, établie selon le modèle arrêté par le Ministre;

2^o un rapport d'activités de la quatrième année de la reconnaissance quinquennale, présenté selon le modèle arrêté par le Ministre;

3^o en fonction de la reconnaissance postulée, une nouvelle note d'intention ou un nouveau plan d'action.

§ 3. Le Service accuse réception des documents d'évaluation et de l'éventuel dossier de renouvellement dans un délai de sept jours à compter de leur réception.

Art. 9. Tel que prévu par l'article 27 du décret, le renouvellement de reconnaissance dans une catégorie différente peut être accordé si les conditions relatives à la catégorie postulée sont rencontrées au cours de la quatrième année de la reconnaissance quinquennale.

Art. 10. § 1^{er}. Sur base des dossiers visés à l'article 8, § 1^{er}, l'évaluation est réalisée par l'Inspection en concertation avec l'association.

En tenant compte de cette évaluation ainsi que du dossier de demande de renouvellement de la reconnaissance visé à l'article 8, § 2, le Service formule un avis motivé sur la demande de renouvellement pour le 1^{er} juin au plus tard.

§ 2. Sur base des dossiers visés à l'article 8, §§ 1^{er} et 2, la Commission remet son avis motivé pour le 15 octobre au plus tard.

§ 3. L'Administration transmet une proposition de décision accompagnée du rapport d'évaluation, de l'avis du Service et de l'avis de la Commission au Ministre pour le 31 octobre au plus tard.

§ 4. L'Administration et la Commission peuvent proposer la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle demandée si l'association ne respecte pas les conditions de reconnaissance définies aux articles 7 à 22 du décret, et/ ou de ne pas accorder le forfait complémentaire de fonctionnement pour un objectif spécifique visé à l'article 30, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret si l'association ne respecte les critères prévus par son article 14.

§ 5. En l'absence de proposition ou d'avis visés au § 3 dans les délais prévus aux §§ 1^{er} et 2, le Ministre prend un décision sur base des dossiers visés à l'article 8, §§ 1^{er} et § 2 dans un délai de trente jours à compter de la réception de ceux-ci.

Art. 11. § 1^{er}. Dans un délai de trente jours à compter de la réception de la proposition de décision visée à l'article 10, § 3, le Ministre décide :

- 1° soit du renouvellement de la reconnaissance quinquennale dans la même catégorie;
- 2° soit du renouvellement de la reconnaissance quinquennale dans une catégorie différente;
- 3° soit du refus du renouvellement de la reconnaissance.

Art. 12. § 1^{er}. Le Service notifie la décision visée à l'article 11 à l'association par courrier recommandé dans un délai de vingt jours à compter de la décision du Ministre. Cette notification précise les formes et délais du recours. Les avis du Service et de la Commission sont joints.

§ 2. Dans le cas de figure où le Ministre décide d'accorder la reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle sollicitée par l'association, celle-ci peut renoncer au bénéfice de la reconnaissance octroyée

CHAPITRE 4. — *De la procédure de recours*

Art. 13. § 1^{er}. Tel que prévu à l'article 25, dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision, l'association peut introduire un recours contre une décision de :

- 1° refus de reconnaissance;
- 2° refus de renouvellement de reconnaissance;
- 3° reconnaissance dans une catégorie inférieure à celle sollicitée;
- 4° refus d'octroi de forfait lié à un objectif spécifique;
- 5° modification ou retrait de reconnaissance visée à l'article 44 du décret.

Le recours est adressé par lettre recommandée au Service, qui en informe le Ministre. Il précise, sur base des éléments du dossier, les arguments sur lesquels l'association se fonde pour contester la décision du Ministre, et si l'association souhaite être entendue par la Commission.

§ 2. A dater de la réception du recours, le Service en accuse réception dans les sept jours et dispose de trente jours pour établir un nouvel avis et transmettre le dossier de recours à la Commission.

§ 3. A dater de la réception de l'avis du Service et du dossier, la Commission dispose d'un délai de soixante jours pour émettre un nouvel avis.

§ 4. Dès la réception de l'avis de la Commission et du dossier, l'Administration transmet au Ministre une nouvelle proposition de décision accompagnée de l'avis du Service et de l'avis de la Commission.

§ 5. Le Ministre dispose de trente jours pour prendre sa décision à dater de la réception de la proposition de décision visée au § 4 et de ses annexes.

Le Service notifie la décision du Ministre à l'association par courrier recommandé dans un délai de vingt jours à compter de celle-ci. Une copie de l'avis du Service et de l'avis de la Commission est jointe à la notification.

§ 6. Si le Ministre décide d'infirmer la décision initiale, sa nouvelle décision prend effet à la date de la notification de celle-ci.

CHAPITRE 5. — *De la justification des subventions*

Art. 14. § 1^{er}. L'association qui répond aux critères visés par l'article 17, §§ 3 et 5, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations organise sa comptabilité en partie double en appropriant le plan comptable minimum dont le modèle est arrêté par le Ministre. La comptabilité est à tenir suivant ce modèle à dater du 1^{er} janvier de la deuxième année de la reconnaissance quinquennale.

§ 2. L'association qui ne répond aux conditions du § 1^{er} tient une comptabilité simplifiée conformément aux dispositions prévues par la loi du 27 juin 1921 visée au § 1^{er} et les arrêtés pris en application de cette loi, et selon le modèle simplifié arrêté par le Ministre.

§ 3. L'association visée au § 1^{er} qui est en outre reconnue ou subventionnée dans le cadre d'un ou plusieurs autres dispositifs légaux ou réglementaires impliquant des obligations différentes en matière d'organisation et de tenue de comptabilité ou de présentation des comptes annuels peut solliciter un régime dérogatoire lui permettant d'utiliser un plan comptable différent de celui prévu au § 1^{er}.

L'association concernée doit introduire une demande de dérogation motivée auprès du Service dans un délai de deux mois à dater de la notification de la décision de reconnaissance.

Le Service se prononce dans un délai de deux mois à dater de la réception de cette demande.

Art. 15. § 1^{er}. Tel que prévu dans l'article 28 du décret et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, § 2, l'association transmet au Service, au plus tard le 30 mai, un dossier annuel constitué par un résumé des pièces justificatives de l'usage des subventions attribuées pour l'exercice précédent, dont au minimum :

1° un rapport d'activités portant sur l'exercice précédent attestant de la réalisation de ses actions et de tout changement significatif intervenu dans l'exécution de sa note d'intention ou de son plan d'action ou dans la programmation de ses actions, selon le modèle arrêté par le Ministre;

2° les documents comptables suivants :

- a) les tableaux des comptes annuels de l'exercice précédent présentés selon les modèles arrêtés par le Ministre;
- b) le tableau justificatif des amortissements de l'association, établis et présentés sur papier libre;
- c) si ces documents existent, le commentaire des comptes annuels, le rapport du réviseur d'entreprise, le rapport d'un expert comptable, le rapport des commissaires aux comptes;

3° copie du procès-verbal de l'assemblée générale signée, par le Président de l'asbl, qui approuve le dossier annuel;

4° le budget de l'année en cours.

§ 2. L'association visée à l'article 14, § 2, n'est pas soumise aux obligations prévues au § 1^{er}, 2°. Le Ministre fixe les modèles simplifiés relatifs à la présentation des comptes annuels.

§ 3. L'association communique le dossier annuel à l'Administration par courrier ordinaire, sauf si celle-ci l'informe d'une modalité spécifique à respecter.

§ 4. Seuls les Services du Gouvernement et la Commission accèdent, dans le cadre de leurs missions, aux données d'information collectées auprès de l'association. Ils ne peuvent ni les transmettre à des tiers, ni les publier.

Art. 16. Les subventions à l'emploi visées aux articles 30, 2° et 3°, 31, 2° et 3°, et 32, 2° et 3°, du décret sont justifiées selon les modalités prévues par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

CHAPITRE 6. — Dispositions finales

Art. 17. § 1^{er}. En 2014, les différentes échéances de la procédure de reconnaissance sont établies comme suit :

- les associations doivent introduire leur demande de reconnaissance auprès du Service le 9 juin 2014 au plus tard;
- le 24 juin 2014 au plus tard, l'association transmet au Service les éléments demandés pour la recevabilité;
- le 30 juin 2014, au plus tard, le Service statue définitivement sur la recevabilité du dossier;
- le 15 septembre 2014 au plus tard, le rapport d'Inspection est transmis au Service;
- le 1^{er} octobre 2014 au plus tard, le dossier est transmis à la Commission accompagné de l'avis du Service intégrant le rapport de l'Inspection;
- le 24 novembre 2014, au plus tard, la Commission remet son avis motivé;
- le 1^{er} décembre 2014 au plus tard, l'Administration transmet au Ministre une proposition de décision accompagnée des avis du Service et de la Commission;
- le 24 décembre 2014, au plus tard, le Ministre prend une décision.

§ 2. A partir de 2015 et pour le reste de la période transitoire visée à l'article 51 du décret, telle qu'elle a été prolongée par le décret-programme du 18 décembre 2013, les différents délais de la procédure de reconnaissance sont prolongés comme suit :

- 1° trente jours pour la recevabilité;
- 2° cent vingt jours, dont les mois de juillet et août, pour la remise de l'avis du Service;
- 3° soixante jours pour l'avis de la Commission;
- 4° trente jours pour la décision de la Ministre.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 19. Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29224]

3 APRIL 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de artikelen 6, 2°, 23, § 4, 24, § 2, 25, 27, § 2, 28, tweede lid, 30, tweede lid, 33, § 4, 34, § 5, 41 en 48, tweede lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 januari 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2014;

Gelet op het advies van de Adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening, gegeven op 9 december 2013;

Gelet op het advies nr. 55.206/4 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities.*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit;

2° de Minister : de Minister van Cultuur;

3° de Administratie : de Algemene Directie Cultuur;

4° de Dienst : de Dienst creativiteit en kunstbeoefening;

5° de Inspectie : de Algemene Dienst Inspectie Cultuur;

6° de Commissie : de Adviescommissie creativiteit en amateuristische kunstbeoefening opgericht bij artikel 45 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Aanleggen van het erkenningsdossier en procedure voor de erkenning.*

Afdeling I. — Aanleggen van het erkenningsdossier.

Art. 2. De vereniging die een erkenning aanvraagt, dient bij de Dienst een dossier in, dat opgesteld wordt overeenkomstig de artikelen 6 en 23 van het decreet en dat samengesteld is uit de volgende elementen :

1° het behoorlijk ingevulde formulier voor de aanvraag om erkenning, dat opgesteld wordt volgens het model bepaald door de Minister, met ten minste de volgende elementen :

a) de benaming van de vereniging;

b) de naam van de contactpersoon;

c) het adres van de maatschappelijke zetel en de voornaamste plaatsen van activiteiten;

d) het telefoonnummer;

e) het elektronisch adres;

f) in voorkomend geval, het adres van de website;

g) het bankrekeningnummer open op zijn naam bij een financiële instelling met een overzicht van de bankidentiteit;

h) het bewijs van de manier waarop het maatschappelijk doel van de vereniging aan het bepaalde van artikel 5 van het decreet beantwoordt;

i) de beschrijving van de manier waarop de vereniging de financiële toegankelijkheid tot de deelnemers en/of de lid-verenigingen garandeert;

j) de verbintenis activiteiten te ontwikkelen die in overeenstemming zijn met artikel 6, 7°, van het decreet;

k) de verbintenis de kwaliteit en de kwantiteit van de activiteiten te behouden die de erkenning ervan tijdens vijf jaar verantwoorden;

l) de categorie waarin de erkenning aangevraagd wordt;

m) in voorkomend geval :

- indien de vereniging erkend wenst te worden als centrum voor expressie en creativiteit, de mogelijke aanvraag voor een subsidie voor tewerkstelling, zoals bepaald in artikel 30, 3°, van het decreet, en/of een specifieke vaste subsidie voor de ontwikkeling van een specifieke aanvullende doelstelling bedoeld in de artikelen 14 en 30, 4°, van het decreet;

- indien de vereniging erkend wenst te worden als federatie die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigt, de mogelijke aanvraag voor een subsidie voor tewerkstelling, zoals bepaald in artikel 31, 3°, van het decreet;

- indien de vereniging erkend wenst te worden als federatie van amateuristische kunstbeoefening, de mogelijke aanvraag voor een subsidie voor tewerkstelling, zoals bepaald in artikel 32, 3°, van het decreet;

2° een activiteitenverslag van het jaar voorafgaand aan dat van de indiening van de aanvraag om erkenning, alsook een programmering van de activiteiten van het jaar waarin de aanvraag wordt ingediend, volgens het model vastgesteld door de Minister;

3° naargelang van het type aangevraagde erkenning, een intentienota of een actieplan met zijn project, zoals bedoeld in de artikelen 7, § 2, 1° en 2°, 17, § 2, 21, § 2 en 22, § 2 van het decreet, volgens het model vastgesteld door de Minister;

4° de volgende formele documenten :

a) de resultatenrekening en de financiële balans van het jaar voorafgaand aan dat van de indiening van de aanvraag om erkenning, alsook de begrotingsvooruitzichten van het lopende boekjaar;

b) de afschriften van de verzekeringspolissen betreffende de risico's in verband met brand, ongeval en burgerlijke aansprakelijkheid;

5° de informatiedocumenten over de activiteiten van de vereniging bestemd voor het publiek of de lid-verenigingen tijdens het jaar voorafgaand aan dat van de indiening van de aanvraag;

6° voor de vereniging die verschillende maatschappelijke doestellingen heeft in de zin van artikel 6, 2° van het decreet, een ingevulde aangifte volgens het model vastgesteld door de Minister na advies van de Commissie.

Afdeling 2. — Procedure voor de erkenning

Art. 3. § 1. Elke aanvraag om erkenning wordt bij de Dienst ten laatste op 28 februari van elk jaar ingediend waarbij de ontvangstdatum als bewijs geldt.

De niet-naleving van de termijn bedoeld in § 1 leidt tot de onontvankelijkheid van het dossier in het kader van het lopende boekjaar.

§ 2. De Dienst meldt ontvangst van het dossier binnen de zeven dagen na de ontvangst ervan.

§ 3. Tijdens de duur van de procedure voor de erkenning informeert de vereniging de Dienst over elke verandering inzake de informatie bedoeld in artikel 2.

Art. 4. § 1. Uiterlijk op 31 maart spreekt de Dienst zich uit over de ontvankelijkheid van het dossier per gewone post.

§ 2. Het dossier wordt ontvankelijk verklaard indien het de elementen bepaald in artikel 2 bevat.

Indien elementen ontbreken, stuurt de Dienst een aanvraag voor aanvullende informatie aan de vereniging. De vereniging beschikt over een termijn van twintig dagen na de versturing van de brief door de Dienst om de aangevraagde elementen te bezorgen waarbij de ontvangstdatum als bewijs geldt.

In voorkomend geval beslist de Dienst uiterlijk op 30 april definitief over de ontvankelijkheid van het dossier. Indien het dossier niet altijd het geheel van de elementen bedoeld in artikel 2 bevat, wordt het als onontvankelijk beschouwd. De Dienst informeert de vereniging daarover waarbij hij zijn standpunt motiveert.

Het dossier kan ontvankelijk verklaard worden onder voorbehoud van de ontvangst, uiterlijk op 30 mei, van de documenten bedoeld in artikel 2, 4°, c). In dit geval, bij de indiening van het dossier, deelt ze de laatste boekhoudkundige stukken mee die door de algemene vergadering goedgekeurd worden.

Art. 5. § 1. Indien het dossier ontvankelijk verklaard wordt, wordt het aan de Commissie bezorgd samen met een gemotiveerd advies van de Dienst dat uitgebracht wordt overeenkomstig artikel 24, § 1, van het decreet en dit, voor uiterlijk 15 juni.

Het advies van de Dienst integreert een verslag van de Inspectie over de opportuniteit van de aanvraag om erkenning, geeft informatie over de relevantie van de intentienota of het actieplan met verwijzing inzonderheid naar de territoriale context. Het verslag van de Inspectie wordt aan de Dienst voor uiterlijk 31 mei bezorgd.

Als het advies niet binnen de gestelde termijn wordt uitgebracht, wordt het dossier zonder dat advies aan de Commissie voor uiterlijk 15 juni gestuurd.

§ 2. Uiterlijk op 15 november brengt de Commissie haar gemotiveerde advies uit overeenkomstig artikel 24, § 1, van het decreet.

Bij gebrek aan een advies binnen de gestelde termijn, wordt het dossier zonder dat advies aan de Minister gestuurd.

§ 3. De Administratie bezorgt de Minister een voorstel tot beslissing samen met het advies van de Dienst en het advies van de Commissie en dit ten laatste op 24 november.

§ 4. De Administratie en de Commissie kunnen de erkenning voorstellen in een lagere categorie dan deze aangevraagd indien de vereniging de erkenningsvoorwaarden niet naleeft die betrekking hebben op de categorie aangevraagd door de vereniging, en kan voorstellen om geen aanvullend vast bedrag voor werking toe te kennen voor een specifieke doelstelling bedoeld in artikel 30, 4° van het decreet indien de vereniging de criteria bedoeld in artikel 14 niet naleeft.

Art. 6. Op basis van de adviezen en het voorstel bedoeld in artikel 5 neemt de Minister een beslissing ten laatste op 24 december.

Art. 7. § 1. De Dienst deelt de beslissing mee aan de vereniging per aangetekende brief binnen een termijn van twintig dagen na de beslissing van de Minister en bepaalt de vormen en termijnen van het beroep. De adviezen van de Dienst en de Commissie worden gevoegd bij deze mededeling.

§ 2. Zoals bepaald in artikel 25 van het decreet, ingeval de Minister beslist de erkenning toe te kennen in een lagere categorie dan deze aangevraagd door de vereniging, kan deze afzien van de toegekende erkenning of geen beroep indienen zoals bedoeld in artikel 13, § 1, 3°. Die beslissing moet meegedeeld worden per aangetekende brief aan de Dienst binnen een termijn van dertig dagen na de mededeling.

HOOFDSTUK III. — Evaluatie en hernieuwing van de erkenning.

Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 27 van het decreet, bezorgt de vereniging de Dienst uiterlijk op 30 november van het vierde jaar van haar vijfjarenerkenning, een evaluatiedossier dat het volgende bevat :

1° een evaluatieverslag met het oog op de naleving van de erkenningsvoorwaarden, de uitvoering van het actieplan of de intentienota, alsook de relevantie en de kwaliteit van de gevoerde acties, voorgesteld volgens het model vastgesteld door de Minister;

2° een jaarlijks activiteitenverslag met het oog op het vorige kalenderjaar, voorgesteld volgens het model vastgesteld door de Minister.

§ 2. Indien de vereniging ten laatste op 31 maart van het vijfde jaar van erkenning de hernieuwing van de erkenning vraagt, vult ze het evaluatiedossier bedoeld in § 1 aan met een hernieuwingsdossier dat het volgende bevat :

1° een aanvraag die bepaalt of de hernieuwing gevraagd wordt in de categorie van de oorspronkelijke erkenning of in een verschillende categorie, vastgesteld volgens het model bepaald door de Minister;

2° een activiteitenverslag van het vierde jaar van de vijfjarenerkenning, voorgesteld volgens het model bepaald door de Minister;

3° in functie van de aangevraagde erkenning, een nieuwe intentienota of een nieuw actieplan;

§ 3. De Dienst vermeldt ontvangst van de evaluatiedocumenten en van het mogelijke hernieuwingsdossier binnen een termijn van zeven dagen na de ontvangst ervan.

Art. 9. Zoals bepaald in artikel 27 van het decreet, kan de hernieuwing van de erkenning in een verschillende categorie toegekend worden, als de voorwaarden betreffende de aangevraagde categorie vervuld worden tijdens het vierde jaar van de vijfjarenerkenning.

Art. 10. § 1. Op basis van de dossiers bedoeld in artikel 8, § 1, wordt de evaluatie uitgevoerd door de Inspectie in overleg met de vereniging.

Rekening houdend met deze evaluatie alsook met het dossier voor de aanvraag om hernieuwing van de erkenning bedoeld in artikel 8, § 2, brengt de Dienst een gemotiveerd advies uit over de aanvraag om hernieuwing uiterlijk op 1 juni.

§ 2. Op basis van de dossiers bedoeld in artikel 8, § 1 en § 2, brengt de Commissie haar gemotiveerd advies uit op uiterlijk 15 oktober.

§ 3. De Administratie bezorgt de Minister een voorstel tot beslissing samen met het evaluatieverslag, het advies van de Dienst en het advies van de Commissie uiterlijk op 31 oktober.

§ 4. De Administratie en de Commissie kunnen de erkenning voorstellen in een lagere categorie dan deze aangevraagd indien de vereniging de voorwaarden voor de erkenning bedoeld in de artikelen 7 tot 22 van het decreet niet naleeft, en/ of kunnen beslissen om geen aanvullend vast bedrag voor de werking toe te kennen voor een specifieke doelstelling bedoeld in artikel 30, eerste lid, 4° van het decreet indien de vereniging de criteria bedoeld in artikel 14 niet naleeft.

§ 5. Bij gebrek aan het voorstel of het advies bedoeld in § 3 binnen de termijnen bedoeld in §§ 1 en 2, neemt de Minister een beslissing op grond van de dossiers bedoeld in artikel 8, §§ 1 en 2 binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst ervan.

Art. 11. § 1. Binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het voorstel tot beslissing bedoeld in artikel 10, § 3, beslist de Minister :

- 1° ofwel over de hernieuwing van de vijfjarenerkenning in dezelfde categorie;
- 2° ofwel over de hernieuwing van de vijfjarenerkenning in een verschillende categorie;
- 3° ofwel over de weigering van de hernieuwing van de erkenning.

Art. 12. § 1. De Dienst deelt de beslissing bedoeld in artikel 11 mee aan de vereniging per aangetekende brief binnen een termijn van twintig dagen na de beslissing van de Minister. Deze mededeling bepaalt de vormen en termijnen van het beroep. De adviezen van de Dienst en van de Commissie worden gevoegd.

§ 2. In de situatie waar de Minister beslist de erkenning toe te kennen in een lagere categorie dan deze aangevraagd door de vereniging, kan deze afzien van de toegekende erkenning.

HOOFDSTUK IV. — *Beroepsprocedure.*

Art. 13. § 1. Zoals bepaald in artikel 25, binnen een termijn van dertig dagen na de mededeling van de beslissing kan de vereniging een beroep indienen tegen een beslissing van :

- 1° de weigering van de erkenning;
- 2° de weigering van de hernieuwing van de erkenning;
- 3° de erkenning in een lagere categorie dan deze aangevraagd;
- 4° de weigering van de toekenning van het vast bedrag in verband met een specifieke doelstelling;
- 5° de wijziging of de intrekking van de erkenning bedoeld in artikel 44 van het decreet.

Het beroep wordt per aangetekende brief aan de Dienst gestuurd, die de Minister daarover informeert. Het bepaalt op basis van de elementen van het dossier de argumenten waarop de vereniging zich baseert om de beslissing van de Minister te betwisten en of de vereniging door de Commissie gehoord wenst te worden.

§ 2. Vanaf de ontvangst van het beroep, meldt de Dienst er ontvangst van en beschikt hij over dertig dagen om een nieuw advies uit te brengen en het dossier van het beroep aan de Commissie te bezorgen.

§ 3. Vanaf de ontvangst van het advies van de Dienst en van het dossier beschikt de Commissie over een termijn van zestig dagen om een nieuw advies uit te brengen.

§ 4. Vanaf de ontvangst van het advies van de Commissie en van het dossier bezorgt de Administratie de Minister een nieuw voorstel tot beslissing samen met het advies van de Dienst en het advies van de Commissie.

§ 5. De Minister beschikt over dertig dagen om een beslissing te nemen vanaf de ontvangst van het voorstel tot beslissing bedoeld in § 4 en de bijlagen ervan.

De Dienst deelt de beslissing van de Minister per aangetekende brief mee aan de vereniging binnen een termijn van twintig dagen na de bovenvermelde beslissing. Een afschrift van het advies van de Dienst en van het advies van de Commissie wordt bij de mededeling gevoegd.

§ 6. Indien de Minister de oorspronkelijke beslissing beslist te vernietigen, heeft de nieuwe beslissing uitwerking met ingang van de datum van de mededeling van de beslissing.

HOOFDSTUK V. — *Verantwoording van de subsidies.*

Art. 14. § 1. De vereniging die aan de criteria bedoeld in artikel 17, § 3 en 5 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen beantwoordt, organiseert haar dubbele boekhouding volgens de minimumindeling van het rekeningstelsel waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld. De boekhouding moet gevoerd worden volgens dit model vanaf 1 januari van het tweede jaar van de vijfjarenerkenning.

§ 2. De vereniging die niet aan de voorwaarden van § 1 beantwoordt, voert een vereenvoudigde boekhouding overeenkomstig de bepalingen van de wet van 27 juni 1921 bedoeld in § 1 en de besluiten genomen met toepassing van deze wet en volgens het vereenvoudigde model vastgesteld door de Minister.

§ 3. De vereniging bedoeld in § 1 die trouwens erkend of gesubsidieerd wordt in het kader van één of meer andere wets- of verordeningssystemen die verschillende verplichtingen opleggen voor de organisatie en het voeren van de boekhouding of het voorleggen van jaarrekeningen, kan een afwijking aanvragen om een ander rekeningstelsel aan te wenden dan dat bedoeld in § 1.

De betrokken vereniging moet een gemotiveerde aanvraag om afwijking indienen bij de Dienst binnen een termijn van twee maanden na de mededeling van de beslissing tot erkenning.

De Dienst spreekt zich uit binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst van deze aanvraag.

Art. 15. § 1. Zoals bepaald in artikel 28 van het decreet en onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 8, § 2, bezorgt de vereniging de Dienst, uiterlijk op 30 mei, een jaarlijks dossier met een overzicht van de stukken ter verantwoording van de aanwending van de subsidies die voor het voorafgaande boekhoudjaar werden toegekend, met tenminste :

1° het activiteitenverslag betreffende het vorige boekhoudjaar dat het bewijs levert van de uitvoering van de acties en van elke belangrijke verandering ontstaan in de uitvoering van zijn intentienota of zijn actieplan of in de programmering van zijn acties, volgens het door de Minister vastgestelde model;

2° de volgende boekhoudkundige stukken :

a) de tabellen van de jaarrekeningen van het vorige boekjaar, voorgesteld volgens de modellen vastgesteld door de Minister;

b) de tabel ter verantwoording van de afschrijvingen van de vereniging, opgemaakt en voorgesteld op ongezegeld papier;

c) indien die documenten bestaan, de commentaar van de jaarrekeningen, het verslag van de bedrijfsrevisor, het verslag van een accountant, het verslag van de commissaris der rekeningen;

3° een afschrift van de notulen van de algemene vergadering, ondertekend door de voorzitter van de vzw, die dat jaardossier goedkeurt.

4° de begroting van het lopende jaar.

§ 2. De vereniging bedoeld in artikel 14, § 2 valt niet onder de in § 1, 2° bepaalde verplichtingen. De Minister stelt de vereenvoudigde modellen vast in verband met het voorleggen van de jaarrekeningen.

§ 3. De vereniging deelt de administratie het jaardossier bij een gewone post mee, tenzij die haar een specifieke regel oplegt.

§ 4. Alleen de Diensten van de Regering en de Commissie hebben, in het kader van hun opdrachten, toegang tot de informatiegegevens die bij de vereniging werden ingezameld. Ze kunnen die aan geen derden meedelen, en ook niet uitgeven.

Art. 16. De subsidies voor tewerkstelling bedoeld in de artikelen 30, 2° en 3°, 31, 2° en 3°, en 32, 2° en 3°, van het decreet worden verantwoord volgens de nadere regels bedoeld in het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen.*

Art. 17. § 1. In 2014 zijn de verschillende vervaldagen van de erkenningsprocedure als volgt vastgesteld :

Ten laatste op :

- 9 juni 2014, de aanvraag om erkenning wordt bij de Dienst ingediend;
- 24 juni 2014, de vereniging aan de Dienst de aangevraagde elementen voor de ontvankelijkheid;
- 30 juni 2014, de Dienst beslist definitief over de ontvankelijkheid van het dossier;
- 15 september 2014, het verslag van de Inspectie wordt aan de Dienst bezorgd;
- 1 oktober 2014, het dossier wordt aan de Commissie bezorgd samen met het advies van de Dienst en het verslag van de Inspectie;
- 24 november 2014, de Commissie brengt een gemotiveerd advies uit;
- 1 december 2014, de Administratie bezorgt de Minister een voorstel tot beslissing samen met het advies van de Dienst en de Administratie;
- 24 december 2014, de Minister neemt een beslissing.

§ 2. Vanaf 2015 en voor de rest van de overgangperiode bedoeld in artikel 51 van het decreet, zoals verlengd door het programma-decreet van 18 december 2013, worden de verschillende termijnen van de procedure voor de erkenning verlengd als volgt :

1° dertig dagen voor de ontvankelijkheid;

2° honderd twintig dagen, met inbegrip van de maanden juli en augustus, om het advies van de Dienst uit te brengen;

3° zestig dagen voor het advies van de Commissie;

4° dertig dagen voor de beslissing van de Minister.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 19. De Minister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele sector, Gezondheid en Gelijke kansen,
Mevr. F. LAANAN